



Comment l'Asie du Nord-est a traversé la crise

BARTHÉLÉMY COURMONT¹

Directeur associé Sécurité et défense, Chaire Raoul-Dandurand
bcourmont@hotmail.com

La crise économique internationale n'a pas épargné les pays d'Asie du Nord-est qui, en tant qu'exportateurs de premier plan, en ont même été logiquement particulièrement affectés. Du Japon à la Chine, en passant par la Corée du Sud et Taiwan, toutes les économies connurent des difficultés profondes et parfois même inédites, avec des conséquences politiques importantes, qui se traduisirent notamment par une forte impopularité des gouvernements pour certains, mais aussi par des mesures spectaculaires de relance.

Comme dans le reste du monde, des stratégies de réponse à la crise n'ont pas tardé à se mettre en place dans les différents pays de la zone. Des stratégies très différentes, et avec des résultats pour le moment contrastés. Des stratégies qui illustrent également les ambitions des différents Etats, et se projettent au-delà de la crise économique internationale, et redessinent les rapports de force existant dans la région. Ainsi, si la crise économique internationale laissera des traces durables dans les pays industrialisés, elle sera certainement à l'origine d'une nouvelle ère en Asie du Nord-est. Il convient donc d'analyser ici comment les pays de cette zone (à l'exception de la Corée du Nord, pour des raisons de manque de données évidentes) sont parvenus, avec des résultats plus ou moins réussis, à passer au travers de la crise économique. On constate ainsi aujourd'hui que si les puissances occidentales sont encore dans une situation très difficile, certains pays asiatiques ont retrouvé un taux de croissance comparable à ce qu'ils affichaient avant la crise. Il suffit de regarder les indicateurs réguliers (comme ceux des deux dernières pages de l'hebdomadaire *The Economist*) pour constater à quel point le décalage est désormais saisissant entre les économies nord-américaine et européenne d'une part, nord-est asiatique de l'autre, même si les déséquilibres sont particulièrement forts à l'échelle de cette région). Certains pays sont même parvenus, grâce aux difficultés économiques internationales, à renforcer leur poids, profitant ainsi de la crise pour en ressortir encore plus puissants. Des trajectoires différentes, mais qui dessinent peu à peu les contours d'une intégration économique régionale encore impensable il y a quelques années.

La Chine face à la crise, plus que jamais tournée vers l'avenir

Après avoir, à l'inverse des autres pays de la région, passé sans encombre la crise asiatique de 1997, la Chine a traversé à partir de 2008 une crise économique inédite depuis les grandes réformes engagées par Deng Xiaoping il y a maintenant trente ans. Il s'agissait bien sûr de la conséquence directe de

¹ Barthélémy Courmont est aussi chercheur-associé à l'IRIS. Installé à Taiwan, il est spécialisé dans les questions politiques et stratégiques en Asie du Nord-est, est rédacteur en chef de la revue trimestrielle *Monde chinois*, et tient régulièrement un blogue sur le site www.globalbrief.ca. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont les plus récents : *Chine, la grande séduction. Essai sur le soft power chinois*, aux éditions Choiseul (2009) ; *La tentation de l'Orient. Une nouvelle politique américaine en Asie-Pacifique*, aux éditions Septentrion (2010) ; et *Géopolitique du Japon*, aux éditions Artège (2010).

l'affaiblissement des grandes économies mondiales, et de l'interdépendance économique et commerciale à l'égard de pays comme les Etats-Unis (même si celle-ci reste discutable). Les investissements directs étrangers en Chine ont ainsi enregistré une baisse de 22,5% sur un an en avril 2009. Les exportations chinoises ont chuté pour leur part de 22,6% en glissement annuel en avril de la même année, enregistrant leur sixième mois consécutif de baisse.

L'économie chinoise a continué de ralentir tout au long de l'année 2009, mais a malgré tout gardé un bon rythme de croissance, alors que l'économie mondiale était en grande difficulté. Le FMI avait d'ailleurs présenté une telle prévision dans un rapport publié le 22 avril 2009, qui s'est avéré clairvoyant. Après une progression de 9% en 2008, le PIB chinois a augmenté d'environ 7%, en 2009. Un tel taux représentait « *la moitié des 13% de 2007, période précédant la crise, mais toujours une forte performance étant donné le contexte mondial* », ce qui semble assez évident au vu des effets directs de la crise sur la croissance des puissances occidentales notamment. Pour le FMI, cette bonne tenue s'explique par le fait que l'économie chinoise dépend paradoxalement moins des exportations que d'autres économies asiatiques ainsi que par la réponse massive du gouvernement chinois à la crise. « *Le gouvernement a agi avec force, avec une relance fiscale et un assouplissement monétaire, aidant à développer la consommation et les investissements dans les infrastructures* », indique le rapport qui prévoyait alors que la croissance pourrait se relever à +7,5% en 2010². Notons ici que la reprise fut encore plus nette, puisque Pékin devrait afficher une croissance plus proche de 9 ou même 10% pour l'année 2010. La Chine reste donc, malgré les difficultés, l'une des puissances économiques de premier plan les mieux épargnées par la crise, et s'impose de plus en plus comme un refuge, malgré la baisse conjoncturelle des investissements étrangers.

Le plan de relance de l'économie chinoise se distingua des autres grandes puissances par l'accent mis sur le développement du marché intérieur, qui fait encore défaut à ce pays, au point d'être parfois catalogué comme une « usine du monde » consommant peu. Les autorités misèrent sur le développement de multiples infrastructures (les plus spectaculaires vues de l'extérieur étant sans doute le réseau de trains à grande vitesse, avec des projets pharaoniques³) mais aussi une augmentation des salaires, pour enrayer les risques de révoltes très sensibles dans certaines provinces et augmenter les capacités de consommation de la première population mondiale. La Chine a ainsi vu dans la crise une opportunité de reconvertir le développement spectaculaire de son économie au cours des dernières décennies en un véritable développement de son marché intérieur, permettant de mieux absorber la production et de créer une masse de consommateurs qui lui permettra à l'avenir de moins dépendre de ses exportations. La réponse à la crise a été ainsi conçue à la fois comme un plan de relance et une évolution en profondeur de l'économie chinoise.

La crise économique internationale, dont les effets sont malgré tout encore importants pour le premier pays exportateur de la planète, fut par ailleurs perçue comme une opportunité pour la Chine de se tourner vers l'avenir, et de renforcer sa place dans le domaine économique et commercial. Exemple de cette tendance, le fer de lance des réformes économiques lancées il y a 30 ans, la zone économique de Shenzhen, dans la province du Guangdong, à proximité de Hong Kong, a projeté de devenir cinq fois plus importante, pour accroître sa compétitivité. Shenzhen, siège de l'une des deux places boursières chinoises (l'autre étant à Shanghai), est un ancien village de pêcheurs qui a joué un rôle majeur pour lancer la croissance chinoise depuis le lancement des réformes économiques au début des années 1980. Une fois devenue zone économique spéciale (ZES), elle a connu un développement fulgurant, porté par les investissements étrangers attirés par les conditions fiscales préférentielles mais aussi des procédures administratives simplifiées. Quatre autres ZES ont été établies après Shenzhen: Zhuhai et Shantou,

² Cité dans « La croissance chinoise divisée par 2 en 2 ans, selon le FMI », *AFP*, 23 avril 2009.

³ La Chine dispose aujourd'hui du réseau ferroviaire à grande vitesse le plus important au monde, et a prévu de le doubler dans les cinq prochaines années. On trouve également aujourd'hui en Chine le train le plus rapide au monde, ce qui semblait encore inimaginable au début du XXI^{ème} siècle.

également dans le Guangdong, Xiamen (province du Fujian) et Hainan. En dépit de son net ralentissement en 2008 et de la fermeture de nombreuses usines exportatrices, le Guangdong est resté la province la plus riche de Chine avec un produit intérieur brut proche de 3.570 milliards de yuans (quelque 370 milliards d'euros au taux de fin 2008), en hausse de 10,1% sur un an. Pékin souhaite donc plus que jamais miser sur Shenzhen pour prendre une avance décisive sur la concurrence, et voit déjà bien au-delà de la crise.

Pékin entend enfin bien tourner les règles internationales à son avantage, et les offensives de plus en plus marquées contre le dollar sont des signes de ce que la Chine est désormais capable de proposer, et de ce qu'elle souhaite mettre en place dans les prochaines années. Le 23 mars 2009, Zhou Xiaochuan, gouverneur de la Banque centrale de Chine déclarait ainsi : « *la Chine souligne une nouvelle fois la nécessité d'une réforme créative d'un système monétaire international existant vers une monnaie de réserve internationale* »⁴. La Chine espère à terme, par l'intermédiaire du G-20 ou de toute autre institution de ce type, introduire un changement au niveau du système financier mondial, aujourd'hui dominé par le dollar. Selon elle, les droits de tirage spéciaux (DTS) alloués par le FMI pourraient devenir une monnaie de réserve « supranationale ». L'objectif est double : se protéger contre une dévaluation du dollar et surtout assener un coup supplémentaire à une politique économique américaine en pleine crise. En d'autres termes, Pékin prépare déjà l'après-crise, qui pourrait marquer une nouvelle ère et concrétiser le nouveau statut de la Chine comme superpuissance.

Malgré la crise, la Chine est également officiellement depuis 2009 le premier exportateur mondial, position qu'elle risque de conserver longtemps, et est aujourd'hui la deuxième puissance économique mondiale, devant le Japon et derrière les Etats-Unis. Ainsi, comme le note Corinne Vadcar, « *la Chine affirme de façon de plus en plus orgueilleuse son poids économique au reste du monde* »⁵. A cela s'ajoute le pouvoir de ses réserves, qui lui a permis de jouer un rôle important dans les plans de sauvetage de certaines économies en détresse, l'exemple le plus frappant étant celui de la Grèce. On ne le répétera sans doute jamais assez, crise se traduit également par opportunité en Chine.

Pékin et Taipei se rapprochent pour éviter le pire

Taiwan a connu la crise comme les autres pays industrialisés, de manière d'autant plus forte que son économie est en grande partie basée sur les exportations. Après avoir baissé de plus de 1% au troisième trimestre, le PIB taiwanais a ainsi enregistré une contraction sans précédent de 8,36% au quatrième trimestre 2008, marquant une entrée officielle en récession. A la mi-février 2009, le ministère de la Comptabilité nationale et des Statistiques a révisé sa prévision de croissance et se projeta sur une baisse de 2,97% du PIB pour 2009. « *La tempête financière mondiale s'est révélée plus nocive que prévu* », a alors commenté Shih Su-mei, la ministre de la Comptabilité nationale et des Statistiques. Au dernier trimestre 2008, les exportations ont chuté de 22,72%. L'investissement privé s'est effondré, en perdant 32,23%. La consommation s'est quant à elle réduite de 7,71%. Selon les chiffres officiels, cette tendance s'est aggravée en 2009 : la chute des exportations a atteint environ 40% au premier trimestre, près de 34% au deuxième et 30% au troisième trimestre. Le PIB, qui s'est élevé à 13.098 milliards de dollars taiwanais (NT\$) en 2008, ne devrait ainsi pas dépasser 12.709 milliards NT\$ en 2009⁶.

Face à la crise, le gouvernement de Ma Ying-jiou (Kuomintang) a opté pour l'accélération du rapprochement économique et commercial avec la Chine continentale, qui faisait déjà partie de son

⁴ Joe McDonald, « La Chine propose de remplacer le dollar par une nouvelle monnaie de réserve », *AP*, 24 mars 2009.

⁵ Corinne Vadcar, « Chine : de la puissance économique à la puissance politique, une trajectoire incertaine », *Accomex*, n°93, juin 2010.

⁶ Lire Barthélémy Courmont, « Taiwan face à la crise », *Monde chinois*, n°17, printemps 2009.

programme politique, et a lancé un vaste plan de relance. Mais la crise affectant également le continent, ces méthodes furent sujettes à de vives critiques à Taiwan, notamment de la part de l'opposition du DPP, qui reprocha au Kuomintang de trop s'en remettre aux promesses de la croissance chinoise. Car les mauvais chiffres de l'économie chinoise touchèrent directement les investisseurs taiwanais, sachant que Taiwan est encore aujourd'hui le premier investisseur sur le continent. Ainsi, plus de la moitié des 22.000 entreprises insulaires présentes dans le delta de la rivière des Perles, sur la côte sud-est de la Chine, et dont 90% travaillent pour l'exportation, furent en difficulté. Les industries de main-d'œuvre (chaussure, textile, jouet et céramique), ont été les plus touchées. Celles implantées plus au nord, dans le delta du Yangtze, spécialisées pour la plupart dans les produits informatiques et numériques, et dont la production est en partie écoulée sur le marché intérieur chinois, ont été jusqu'à présent moins affectées, mais les prévisions sont pessimistes.

Face à ces difficultés, le gouvernement taiwanais, favorable à un rapprochement avec le continent, a fait face à une volée de critiques sur ce qui constitue le cœur de son action politico-économique. Mais, se refusant à faire machine arrière, l'équipe au pouvoir se lance au contraire à corps perdu dans le rapprochement avec Pékin. Dans une interview publiée dans le *Taipei Times* le 19 février 2009, le président Ma Ying-jiou a défendu une nouvelle fois la perspective de signer un accord économique avec la Chine, justifiée par la nécessité de normaliser les relations économiques et commerciales avec la Chine continentale : « *Bien que nous soyons, la Chine et nous, membres de l'Organisation mondiale du commerce, nos relations économiques et commerciales sont anormales. Un grand nombre de mécanismes n'ont pas encore été créés, dont ceux relatifs aux exemptions de taxes, à la protection des investissements et à la double imposition. C'est pour cette raison que nous négocions actuellement avec le continent* ». Un tel accord pourrait à terme être proposé dans le cadre des relations que la Chine et Taiwan entretiennent avec les pays de l'ASEAN, ou au niveau régional, en associant le Japon et la Corée du Sud. Dans les deux cas, Taiwan cherche à ne pas être isolée, et se rattache à son puissant voisin pour ne pas subir de récession sur le long terme. Face à la crise, qui joue même ici un rôle d'accélérateur, Taiwan mise donc sur le rapprochement avec son rival historique, ce dont Pékin a toutes les raisons de se réjouir.

Mais avant d'en arriver à des architectures régionales de ce type, c'est au niveau inter-détroit que la coopération s'est instaurée. C'est ainsi que l'*Economic Cooperation Framework Agreement* (ECFA) a été signé entre Taiwan et la Chine continentale le 29 juin 2010, marquant le rapprochement le plus spectaculaire entre les deux Chines depuis la séparation de 1949. Cet accord portant sur de multiples niveaux de coopération est particulièrement avantageux pour Taiwan, qui voit ses exportations vers le continent s'élargir à de nombreux produits, et connaître un bond important. Selon les prévisions du gouvernement taiwanais, ce nouvel accord garantira jusqu'à 6% de croissance supplémentaire d'ici 2020. Pour l'année 2010, Taiwan a affiché des chiffres impressionnants de croissance, au niveau de ceux de la Chine, pour la première fois depuis plusieurs années. Le parti d'opposition a attaqué à plusieurs reprises le gouvernement sur le risque de voir Taiwan se rapprocher de manière trop dangereuse de la Chine, mais sa principale responsable, Tsai Ingwen, a annoncé dans le même temps que si son parti, le DPP (qui s'est repositionné à l'occasion d'élections locales en novembre 2010 dans les principales agglomérations de l'île, marquées par un repli du Kuomintang), revenait au pouvoir (les prochaines élections présidentielles auront lieu en 2012), il ne remettrait pas en question le nécessaire rapprochement économique et commercial avec la Chine, rompant ainsi avec le discours indépendantiste de l'ancien président Chen Shui-bian. Même si elle reste précaire, la relation entre les deux entités a considérablement été renforcée avec la crise économique et les mesures adoptées de part et d'autre.

Parallèlement, le gouvernement a lancé un plan de relance sous la forme de bons d'achat pouvant être utilisés chez tous les commerçants de l'île. A partir du 18 janvier 2009, tous les résidents à Taiwan ont pu retirer chacun 3.600 NT\$ en bons dans les bureaux de poste. Ce vaste plan de relance de la consommation, d'un montant de 85,7 milliards NT\$ aurait fait gagner 0,6 point de croissance sur l'année 2009. Le gouvernement compte par ailleurs investir dans l'économie 858,5 milliards NT\$ au cours des quatre

prochaines années, et allouer 1.100 milliard NT\$ de crédits aux entreprises. Une partie de ces investissements publics, 500 milliards NT\$, ira au financement d'infrastructures. 200 milliards NT\$ furent également consacrés à développer la compétitivité des entreprises. Ainsi, dans le souci de préserver les emplois en cette période de crise, le gouvernement a annoncé la mise en place du dispositif des « trois soutiens », un système de prêts à taux préférentiels pour les entreprises qui s'engagent à ne pas licencier. Le Premier ministre Liu Chao-shiuan a également présenté le 20 janvier 2009 un mécanisme d'assistance aux PME en difficulté. Les PME, qui représentent plus de 97% des entreprises insulaires, bénéficient désormais de prêts, d'un soutien technique, de conseils marketing et de l'aide d'équipes spécialisées. La reprise de la croissance et de la production industrielle doit aussi beaucoup à ces initiatives, qu'elles soient locales ou au niveau du partenariat avec la Chine.

Le Japon s'enfonce dans une crise chronique

Le destin du Japon ne ressemble pas vraiment à celui de son grand rival régional, la Chine (qui l'a détrôné de sa place de première économie asiatique en 2010), tant dans la gestion de la crise et ses conséquences économiques que dans ses conséquences politiques. Après avoir lentement retrouvé le chemin de la croissance et être sorti des effets durables de la crise de 1997, le Japon a connu à nouveau des heures sombres, et des lendemains plus qu'incertains. Le PIB au dernier trimestre 2008 enregistra ainsi une chute spectaculaire de 12,7 % par rapport à la même période en 2007. Il s'agissait du plus mauvais résultat que le pays a connu depuis le choc pétrolier de 1974 (le recul avait alors été de 13,1 %). Le premier facteur de cette contre-performance fut la chute des exportations dans les domaines de l'automobile et des semi-conducteurs (une baisse de 13,9 % par rapport au trimestre précédent). Le PIB nippon a reculé de 0,7 % au cours de l'année 2008, après neuf ans de progression. Le Japon est résolument entré dans la crise, de façon brutale, et en cumulant deux trimestres consécutifs aussi négatifs, l'économie japonaise a enregistré son plus net repli depuis que les données sont compilées, à savoir 1955 !

Cette longue et vertigineuse réduction d'activité au Japon dont il est encore difficile de mesurer les conséquences sur le long terme provient d'un effondrement inédit des exportations, dû à la récession internationale, mais également d'une nette diminution de la consommation intérieure (ce qui distingue l'archipel de la Chine). D'avril 2008 à mars 2009, période budgétaire de référence au Japon, la richesse nationale produite a ainsi diminué de 3,5% sur un an⁷. Face à la crise, les dirigeants japonais ne cachèrent pas leur pessimisme. « *Le récent déclin économique du Japon est plus rapide que celui des Etats-Unis, qui subit la pire crise financière du siècle* », n'a pas hésité à affirmer en février 2009 Kazuo Momma, le chef économiste de la Banque du Japon. Pour l'ensemble de 2009, le FMI prédit même au Japon une décroissance annuelle de 6,2%, la plus importante des pays du G7.

Conscient de l'urgence de la situation, le gouvernement de l'époque a adopté des mesures de relance massives d'un montant total de 132.000 milliards de yens, dont 27.400 milliards de dépenses publiques. Ces plans de relance « *devraient soutenir l'activité en 2009 et 2010* », estime le FMI, qui s'inquiète cependant de l'alourdissement qui en résultera pour la dette publique du Japon, la plus élevée de tous les pays développés. Avec un déficit public qui approcha les 10% du PIB en 2009 et une dette nette qui dépasse les 100% du PIB, la place pour davantage de mesures de relance est de plus en plus réduite. Par ailleurs, et contrairement à la Chine, le Japon est handicapé par un yen actuellement à un niveau relativement élevé, ce qui a des effets négatifs sur les exportations. Et Tokyo ne peut pas jouer, comme le fait Pékin, sur la consommation intérieure, ce qui implique des différences notables, et qui pèseront lourd, dans la lutte pour la suprématie économique en Asie du Nord-Est que se livrent les deux pays.

⁷ Lire Karyn Poupée, « La chute vertigineuse de l'économie du Japon », *AFP*, 20 mai 2009.

Cette crise est arrivée au pire moment pour le Parti libéral démocrate (PLD) alors au pouvoir, car il dut faire face à une importante impopularité, perdit les élections législatives et céda le pouvoir en septembre 2009 au Parti Démocrate du Japon (PDJ), provoquant un véritable évènement historique, puisqu'il fut de façon quasi ininterrompue – à l'exception d'une pause face à une coalition dans les années 1990, également consécutive à une crise économique majeure – au pouvoir depuis 1954. La crise économique se doubla ainsi d'une crise politique profonde, marquée notamment par une valse des gouvernements qui semble ne pas vouloir s'arrêter.

L'année 2010 fut, à l'instar des autres puissances mondiales, plus positive pour l'économie du Japon, qui évita d'entrer en récession, mais connut une stagnation qui pourrait se prolonger. Valeur du Yen en hausse face au dollar (et donc problème de compétitivité) avec des effets directs sur les exportations (qui restent malgré tout le principal moteur de la croissance, ce qui n'est pas sans poser problème), chômage exceptionnellement élevé (plus de 5%), problème de surendettement et difficultés à relancer la consommation dans un pays qui voit sa population vieillir sont ainsi les principales difficultés rencontrées par le gouvernement de Naoto Kan, qui n'hésite pas à parler de « phase d'assouplissement », sans être en mesure de prédire combien de temps celle-ci durera. L'émoi provoqué par le dépassement du Japon par la Chine au classement des puissances économiques est symptomatique des difficultés structurelles auxquelles le Japon fait face, sans être en mesure d'apporter des réponses efficaces.

Dans la tourmente, la Corée du Sud cherche de nouveaux partenaires

La crise a également eu des effets très négatifs sur l'économie du pays du matin calme. Le PIB s'est contracté de 5,1% au 4ème trimestre 2008 par rapport au trimestre précédent, selon un chiffre révisé annoncé par la Banque centrale qui avait dans un premier temps annoncé un recul de 5,6% du PIB. Et selon les experts de la Banque centrale coréenne, la Corée du Sud a connu en 2009 sa plus faible croissance depuis 11 ans avec seulement 2%, contre 3,7% en 2008 et 5% en 2007. Notons ici cependant que le pays n'est pas entré en récession.

Pour faire face à la crise, le gouvernement sud-coréen a annoncé un plan de refinancement de 13,2 milliards de dollars pour le secteur bancaire, ainsi qu'une vaste relance dans le secteur public. En outre, le FMI ouvrit une ligne de crédits à court terme de 22 milliards de dollars. Ces mesures, jointes à la baisse du taux de référence de la banque centrale de Corée à 2%, placèrent les banques du pays dans une situation plus confortable. Très impliquées dans le capital et le financement des entreprises coréennes, les banques ont subi dans ce pays plus qu'ailleurs les conséquences du ralentissement économique. Elles ont été obligées d'enregistrer d'importantes provisions pour créances douteuses, ce qui a fait fuir les investisseurs étrangers.

Le gouvernement de Lee Myung-bak jouait gros dans cette affaire, le président sud-coréen, arrivé au pouvoir en janvier 2008 sur un programme de relance de l'économie, faisant face à un désaveu très marqué de la population. Dans ce contexte difficile, si la crise nucléaire nord-coréenne lui permit de détourner l'attention vers un sujet sécuritaire de la plus haute importance, Lee fut rattrapé par la crise et mis devant ses responsabilités en cas d'absence de résultats positifs confirmant une reprise, même timide, de l'économie du pays du matin calme. De même, si les agitations nord-coréennes permettent parfois de détourner l'attention, elles n'en sont pas moins préoccupantes en ce qu'elles montrent les limites de la diplomatie de Séoul et de la capacité des autorités à adresser un message ferme à Pyongyang, d'autant qu'il s'agissait d'une des promesses électorales de Lee. Les conséquences politiques de la crise économique sont particulièrement nettes en Corée du Sud, même si cela ne prend pas une ampleur aussi inquiétante que dans le cas du Japon.

Mais les mesures adoptées par le gouvernement ont permis de limiter les effets de la crise. L'économie coréenne est également tirée par les mesures prises par la Banque centrale, qui a baissé ses taux directeurs à plusieurs reprises depuis fin 2008. La faiblesse du won, la monnaie coréenne, a de son côté fortement favorisé les exportations. Cependant, « *même si l'économie montre des signes de reprise, dont un léger rebond au premier trimestre, il est toujours trop tôt pour dire quand elle repartira* », expliquait au printemps 2009 Choi Chun-sin, directeur général de la division des statistiques économiques de la Banque de Corée⁸. Symbole de ces difficultés, le revenu par habitant est tombé en 2008 sous la barre des 20.000 dollars, après l'avoir dépassée pour la première fois l'année précédente. Ce recul était le premier depuis 1998, alors que le pays était au coeur de la crise asiatique.

Pour répondre à la crise et voir plus loin, le gouvernement sud-coréen a misé également sur les accords de libre-échange, et après celui signé avec les Etats-Unis il y a trois ans, s'est tourné vers les partenaires européens. Les négociations entre l'Union Européenne et la Corée du Sud sur la mise en place un accord de libre-échange ont ainsi abouti. L'UE est la deuxième destination la plus importante pour les exportations sud-coréennes. La Corée du Sud est pour sa part au huitième rang des partenaires commerciaux de l'Union Européenne. Les deux parties ont échangé pour plus de 65 milliards d'euros en 2008 et le commerce entre l'UE et la Corée du Sud a connu une augmentation de 7,5% en moyenne chaque année depuis 2004. Les pays de l'UE sont enfin les plus importants investisseurs en Corée du Sud.

Fin mars 2010, les deux parties sont convenues d'un « accord provisoire », tout en signalant cependant qu'il n'y avait « *d'accord sur rien tant qu'il n'y a pas d'accord sur tout* ». La phase suivante de ratification de l'Accord pourrait par ailleurs être un processus long. Séoul a négocié il y a maintenant trois ans un accord de libre-échange avec les Etats-Unis qui n'a toujours pas été ratifié dans les deux pays, après les manifestations contre l'importation de boeuf américain en 2009 et l'émergence de la crise économique internationale, sans parler des problèmes sécuritaires qui ont pris le dessus sur les autres dossiers ces derniers mois. En d'autres termes, les stratégies de sortie de crise sur le long terme sont particulièrement difficiles à mettre en place en Corée du Sud, même si dans ce pays plus qu'ailleurs, les effets les plus négatifs de la crise sont bel et bien passés, et que la reprise est désormais confirmée.

Vers une zone de libre-échange en Asie du Nord-est ?

Plus qu'en 1997, la crise économique de 2008 a imposé des changements durables en Asie du Nord-est. Cela s'explique en partie par la puissance des économies régionales, plus marquée qu'à la fin des années 1990 (on y compte les deuxième et troisième économies mondiales, le premier exportateur, et plus généralement des pays qui tirent la croissance vers le haut), mais aussi par le fait que l'ensemble des pays de la zone ont cette fois été affectés (la Chine était restée à l'écart en 1997).

Les différentes mesures adoptées par les pays de la zone et les fragilités qui marquent encore leurs économies ont ainsi conduit les dirigeants d'Asie du Nord-est à réfléchir à la possibilité d'une intégration économique régionale, sur la base des accords ASEAN+3, ou même ECFA, proposant même à terme la mise en place d'une zone de libre-échange. De telles discussions sont totalement inédites dans une région marquée par de fortes rivalités, tant politiques qu'économiques, mais elles ne sont désormais plus taboues, certains se risquant même à évoquer la pertinence d'une monnaie commune à plus longue échéance pour contrer le pouvoir du dollar et de l'euro. Une telle perspective semble encore être plus un vœu pieux qu'un projet, mais si elle semble peu réalisable, notamment en raison des différences politiques entre les Etats concernés, elle pose clairement la question d'une réelle intégration économique régionale qui fait encore défaut.

⁸ Cité dans Harold Thibault, « La Corée du Sud évite la récession », *Aujourd'hui la Corée*, 27 avril 2009.

Organisé juste après le sommet du G20 de Séoul en novembre 2010, le sommet de l'APEC de Yokohama (Japon) fut l'occasion de rassembler les puissances économiques du Pacifique, Etats-Unis inclus, pour discuter des mesures face à la crise. Les dirigeants des 21 pays présents ont affirmé, dans une déclaration commune sobrement intitulée *la vision de Yokohama* leur « *engagement sans faille pour un commerce libre et ouvert et pour l'investissement dans la région* », ouvrant ainsi la voie à toutes les spéculations sur la mise en place d'une zone de libre-échange à laquelle les Etats-Unis seraient invités à participer, mais qui aurait surtout pour effet particulièrement sensible de souder les économies d'Asie du Nord-est.

En conclusion, il est ainsi intéressant de constater que non seulement les économies d'Asie du Nord-est ont multiplié les initiatives face à la crise, avec des résultats globalement positifs, et plus efficaces que dans les pays occidentaux, mais surtout que cette crise est perçue comme une opportunité sur le long terme, opportunité qui fait émerger de véritables vainqueurs, comme la Chine, et dans le même temps démontre l'incapacité actuelle du Japon à se mettre en travers de la montée en puissance de Pékin, préférant accepter par défaut un dialogue sur la mise en place de dispositifs à échelle régionale.

Quelques lectures sur la crise et ses effets en Asie du Nord-est

- Bernkopf Tucker, Nancy, *Strait Talk: United States and Taiwan relations and the crisis with China*, Harvard University Press, 2009.
- Boisseau du Rocher, Sophie (dir.), *Asie : Crise économique, incertitudes politiques*, Paris, La documentation française, 2009.
- Chang, Ha-joon, *The East Asian Development Experience. The Miracle, the Crisis and the Future*, New York, Zed books, 2006.
- Chi, Lo, *Asia and the Subprime Crisis: Lifting the Veil on the 'Financial Tsunami'*, New York, Palgrave, 2009.
- Cooper Ramo, Joshua, *Brand China*, Londres, The Foreign Policy Centre, 2007.
- Emmott, Bill, *Rivals. How the Power Struggle Between China, India and Japan Will Shape Our Next Decade*, New York, Harcourt, 2008.
- Gill, Bates et Green, Michael (eds.), *Asia's New Multilateralism: Cooperation, Competition, and the Search for Community*, Oxford, Oxford University Press, 2009.
- Lampton, David M., *The Three Faces of Chinese Power: Might, Money and Minds*, University of California Press, 2008.
- Lorot, Pascal, *Le siècle de la Chine. Essai sur la nouvelle puissance chinoise*, Paris, Choiseul, 2007.
- Meyer, Claude, *Chine ou Japon : quel leader pour l'Asie ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.
- Morita, Minoru, *Curing Japan's America Addiction*, Seattle, Chin Music Press, 2008.
- Wang, Mengkui (dir.), *China in the Wake of Asia's Financial Crisis*, New York, Routledge, 2008.



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies